Le gouvernement français recrute en écriture inclusive un chef de projet pour les terroristes du Hamas

écrit par Christine Tasin | 23 juillet 2025

Sarah Knafo
@knafo_sarah

🚨Alors que le gouvernement vous demande des sacrifices, l'État veut encore financer des projets à l'étranger qui donnent le vertige.

Expertise France (filiale de l'Agence française de développement) vient de publier une offre d'emploi hallucinante. Ils cherchent à recruter, dès ce mois d'août, « un·e chef·fe de projet » pour aller aider l'Autorité palestinienne à « gérer ses finances publiques ». (Comme si nous étions en position de donner des leçons !)

La fiche de poste précise que « l'expert·e devra intégrer les enjeux d'égalité de genre » dans les finances publiques palestiniennes.

Ce n'est pas une blague. Et c'est avec notre argent. Nous devons mettre fin à ces dérives.

Source

Thierry Wozniczka @ThierryWoz39267 · 2h

Ça me rappelle notre clown qui, lors de son voyage en Argentine, a voulu donner des leçons d'économie à Milei.🤣🤣🤣

Kris Selin @kris_honneur · 21h

Ce que @knafo_sarah révèle devrait scandaliser la France des Nicolas, à qui l'on vole cet argent.
Combien d'autres gabegies restent invisibles, faute de courage pour les dénoncer ?
Pourquoi ce mutisme généralisé ? Peur ? Confort ? Complicité ?
👉 À faire circuler. #Gabegie
Voir plus

Description de la mission

Pilotage stratégique et coordination opérationnelle

– Assurer le pilotage global du projet : planification, suivi technique, financier et administratif, en lien avec le siège ;

– Superviser la mise en œuvre des activités sur le

terrain, en coordination avec le PPFI et les autres partenaires institutionnels ;

– Encadrer le/la chargé.e de mission sur le terrain et les expert·es mobilisé·es ;

– Organiser et animer les comités de pilotage du projet et assurer une concertation régulière avec les partenaires.

Appui technique direct et formulation d'activités

– Mener des missions d'assistance technique auprès des bénéficiaires (Ministère des Finances, administrations fiscales et douanières, etc.) ;

– Identifier de manière proactive les besoins d'appui des partenaires du projet et proposer des activités de coopération sur mesure ;

– Contribuer à la mobilisation d'expertises court terme pertinentes, en lien avec les priorités identifiées sur le terrain ;

– Assurer le contrôle qualité des livrables techniques.

Animation du partenariat et coordination sectorielle

– Assurer la liaison entre les acteurs publics palestiniens, la recherche, la société civile, les bailleurs et les partenaires techniques intervenant dans le champ des finances publiques ;

– Renforcer la coordination sectorielle et valoriser les complémentarités avec les initiatives existantes, notamment les projets de la Banque mondiale, du FCDO et de l'UE ;

– Maintenir un dialogue stratégique régulier avec l'équipe France locale (AFD, DG Trésor, MEAE) et alimenter les

échanges en éléments d'analyse et d'aide à la décision.

Suivi-évaluation et redevabilité

– Élaborer et mettre en œuvre le dispositif de suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA) ;

– Suivre les indicateurs, documenter les effets du projet et contribuer à la capitalisation des résultats ;

– Préparer les rapports techniques semestriels et contribuer aux restitutions à mi-parcours ou en fin de projet.

Communication et valorisation

– Assurer, en lien avec le siège, la mise en œuvre d'un plan de communication, en coordination avec l'AFD et l'équipe France ;

– Valoriser les résultats du projet auprès des partenaires palestiniens, des bailleurs et du grand public, selon des formats adaptés.

Tâches transversales et responsabilités complémentaires

– Contribuer à la gestion administrative et budgétaire du projet, en s'assurant du bon usage des ressources et du respect des procédures ;

– Réaliser d'autres missions connexes en fonction des besoins du projet et des demandes du siège ou des partenaires.

Description du projet ou contexte

Le projet *Support to the PFM Reform in Palestine*, financé par l'AFD sur Fonds d'expertise technique et d'échange d'expériences (FEXTE), a pour objectif de contribuer à appuyer le ministère des finances de l'Autorité palestinienne met en

œuvre des réformes pour renforcer le secteur de la gestion des finances publiques, à travers des politiques, une administration et des services aux usagers adaptés au contexte conjoncturel du conflit, ce qui constitue également une base pour se projeter hors de la guerre, en vue de la reconstruction et de l'administration de son territoire.

Le projet d'appui aux réformes de la gestion des finances publiques a pour ambition de soutenir le Ministère des Finances de l'Autorité palestinienne dans la mise en œuvre de réformes visant à améliorer dans le court terme la gestion des finances publiques face à la crise actuelle pour permettre la continuité des activités et la fourniture de services publics, et sur le long terme de renforcer le système de gouvernance.

La réalisation de l'objectif global passe par la réalisation des trois objectifs spécifiques (OS) suivants :

- **Objectif spécifique 1** : La capacité du ministère des finances à piloter les réformes et à soutenir la gestion du changement est renforcée, ce qui permet une meilleure définition, une planification et un suivi opérationnel efficaces des réformes de la gestion des finances publiques.
- **Objectif spécifique 2** : Le renforcement des systèmes fiscaux, douaniers et financiers de l'Autorité palestinienne lui permet de mieux mobiliser ses ressources intérieures dans le contexte de la crise actuelle, avec l'intégration des questions d'égalité entre les femmes et les hommes, tant au niveau des politiques publiques que des opérations (administration et services).
- **Objectif spécifique 3** : La gestion du budget et de la chaîne des dépenses de l'Autorité palestinienne est améliorée afin de garantir son efficacité, sa transparence et sa responsabilité, et le déploiement d'outils budgétaires spécifiques pour permettre la continuité des services publics de l'Autorité

palestinienne dans le contexte de la crise.

- **Objectif spécifique 4** : Intégration par le Ministère des Finances des enjeux d'égalité de genre dans la mise en œuvre de son plan de transformation, à la fois dans ses politiques publiques et son fonctionnement (administrations et services).

Le projet se structure en trois composantes :

- **Composante 1** : Renforcement des capacités techniques du Project Management Office pour assurer la mise en œuvre et le suivi du plan de transformation ;
- **Composante 2** : Renforcement de la mobilisation des ressources intérieures de l'Autorité palestinienne à travers les systèmes financier, fiscal et douanier ;
- **Composante 3** : Renforcement de la gestion budgétaire et des dépenses de l'Autorité palestinienne ;

L'intégration des enjeux d'égalité de genre se fera de manière transversale à travers les trois composantes.

L'équipe projet se composera des personnes suivantes :

- Chef·fe de projet – expert.e technique résident.e
- Chargé.e de mission Administratif et Financier

Le PPFI, qui s'est affirmé comme organe de pilotage de la réforme du MoF, constituera le partenaire local principal de mise en œuvre du projet.

Profil souhaité

1) Qualifications

– Diplôme de niveau Bac +5 en économie, droit, finances publiques, administration publique assorti d'une expérience pertinente d'au moins 15 ans, dans le secteur de la gestion des finances publiques (mobilisation des ressources intérieures publiques ou budget).

2) Expériences professionnelles

– Minimum 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des finances publiques ;

– Expérience confirmée en matière d'accompagnement du changement et de conduite de chantiers de réformes institutionnelles ;

– Une expérience dans la gestion de projets de coopération internationale, incluant une expertise avérée dans le renforcement des capacités des administrations fiscales, douanières et/ou des ministères des Finances dans des contextes de développement, sera appréciée.

3) Compétences

Compétences techniques et sectorielles

– Solide expérience en gestion des finances publiques, incluant la gouvernance budgétaire, les recettes et les dépenses, ainsi que les réformes institutionnelles ;

– Compétences analytiques solides et maîtrise de la supervision technique dans le domaine des finances publiques (recettes, dépenses, gouvernance budgétaire, réformes institutionnelles, etc.) ;

– Bonne compréhension des institutions opérant dans le domaine des finances publiques (UE, FMI, Banque mondiale) et des acteurs de l'équipe France (AFD, MEAE, DG Trésor, DGFiP, DGDDI etc.) ;

– Expérience dans des zones dites de fragilité ou de conflits géopolitiques ;

– La connaissance du contexte du Moyen-Orient et du Levant est un atout.

Compétences managériales et de gestion

– Capacité confirmée de management d'équipe, avec un fort leadership et une aptitude à innover dans son domaine d'expertise ;

– Maîtrise complète du cycle de gestion de projets (conception, planification, mise en œuvre, suivi et évaluation), avec une capacité à appliquer les procédures internes et à anticiper les défis.

Compétences relationnelles

– Excellente sensibilité institutionnelle, avec un esprit d'initiative, de créativité et d'autonomie dans la conduite des actions ;

– Expérience confirmée en coordination de partenaires multiples ;

– Excellente capacité à entretenir des relations avec des décideur·euses de haut niveau et à représenter le projet auprès d'acteurs stratégiques ;

– Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel, en interaction avec des équipes internationales, des réseaux d'expert·es et des communautés de praticien·nes ;

– Capacité à entretenir et mobiliser des réseaux professionnels multisectoriels (administrations, organisations internationales, partenaires techniques et financiers) ;

Compétences linguistiques

– En plus du français, une excellente connaissance de l'anglais est requise (C1), ainsi que d'excellentes compétences en matière de rédaction et de communication.

– Autre langue : la maitrise de l’arabe serait un atout.

Informations complémentaires

Calendrier

Le projet débutera le 1er août 2025 pour une durée de 24 mois.

Le dernier trimestre de l’année sera dédié à sa mise en place progressive, avec plusieurs étapes structurantes : constitution de l’équipe, finalisation du dispositif Suivi, Évaluation, Redevabilité, Apprentissage (SERA), élaboration de la stratégie de communication, ainsi que l’identification des besoins prioritaires des partenaires. Une phase de diagnostic technique sera également conduite afin d’ajuster les appuis au contexte et aux attentes des institutions bénéficiaires.

Type de contrat: contrat de travail de droit privé (les agents publics seront détachés auprès d’Expertise France pour la durée de la mission).

Documents à fournir :

- CV ;
- Lettre de motivation.

Date limite de candidature : 31/08/2025 17:59